

LE JOUR, 1946
30 NOVEMBRE 1946

LA SITUATION POLITIQUE EN FRANCE

« Un gouvernement investi d'une pleine autorité ». Voilà au dire de M. Bidault, qui connaît évidemment la situation, ce qu'il faut maintenant à la France.

La lettre de démission du Gouvernement de M. Bidault, adressée au doyen d'âge de l'Assemblée nationale, montre assez combien l'autorité est absente. Or c'est justement l'autorité et même la plénitude de l'autorité que les circonstances imposent de restaurer.

Jusqu'à quel point le pourra-t-on et qui fera demain le gouvernement de la France ? C'est la question qu'on se pose sans pouvoir y répondre entièrement d'une façon qui satisfasse l'esprit. Il semble bien qu'il faudra pour construire un gouvernement se contenter de matériaux très divers.

Si les Communistes font partie du nouveau gouvernement, ce sera, dans une large mesure, l'autorité neutralisée par un compromis permanent et s'ils n'en font pas partie, ce sera l'autorité embarrassée par les voies de fait.

On imagine difficilement, à droite ou à gauche, avec la composition bigarrée de l'Assemblée nationale, un gouvernement de parti, un gouvernement de combat. On l'imagine d'autant moins qu'avec la rigidité de la nouvelle Constitution, il faudrait s'attendre à voir la mauvaise humeur de l'opinion éclater d'un côté ou de l'autre.

Cette mauvaise humeur pourrait se traduire alors par des grèves ou d'autres formes du désordre.

Toutes ces éventualités ne valent rien pour la France. Comme il est exclu que les partis extrêmes, à droite ou à gauche, puissent gouverner seuls, il reste à choisir entre trois issues :

Le centre seul ; le centre et la droite unis avec tous les inconvénients d'une gauche hostile ; tous les partis ensemble sous la forme de l'union nationale.

Cette dernière formule serait un recommencement du tripartisme et de ses servitudes.

Que de complications, quelle partie d'échecs, au pays de la raison divinisée et du syllogisme rigoureux !

Dans cette grave affaire, une seule chose compte : c'est que la France puisse continuer à remonter la pente et que les factions ne sacrifient pas ses intérêts supérieurs à l'intransigeance des doctrines.

Souhaitons à la France de trouver un équilibre sauveur malgré les contradictions qui la déchirent.